

Questions orales

Britannique, laisse prévoir une aggravation du déficit touristique d'environ 348 millions.

Ma question au ministre des Finances porte sur les faits qu'il a devant lui. Comment peut-il prétendre que ces mesures fiscales sont avantageuses, alors que le secteur touristique risque de perdre, au moins, et j'insiste sur le fait que c'est un minimum, 30 000 emplois et de subir une baisse d'activité de plus de 2 milliards de dollars?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je regrette, mais les chiffres du député sont erronés. Le rapport qu'il cite annonce que la croissance du secteur touristique, dont le taux a été phénoménal, va marquer une pause de courte durée mais qu'elle va reprendre ensuite. Les pertes d'emplois dont parle le député sont donc purement fictives.

Deuxièmement, dans l'ouest du Canada surtout, en Alberta, en Colombie-Britannique et dans les Prairies, le tourisme connaît un véritable boom. Avec l'application de la TPS, nous allons accorder des crédits d'impôt sur intrants que l'industrie n'a jamais connus auparavant. Elle paie 13,5 p. 100 sans bénéficier de crédit d'impôt en retour, ce qui veut dire que les coûts d'exploitation vont diminuer. A part cela, nous faisons venir de tous les coins d'Europe 4 000 agents de voyage qui visiteront l'ouest du Canada dans trois mois environ.

M. MacWilliam: Monsieur le Président, le ministre confirme qu'on ne pourra pas créer sous le régime de la TPS les emplois qu'on aurait pu créer sans ce régime. Il confirme effectivement que notre déficit touristique de 2 milliards de dollars par année grossira de 348 millions de plus par année.

Une voix: Question?

M. MacWilliam: Je m'excuse, la question que je veux poser au ministre. . . Monsieur le Président, j'étais absorbé par ma déclaration.

M. le Président: Moi aussi. Le député peut poser sa question.

M. MacWilliam: Je vous remercie de votre indulgence, monsieur le Président. J'étais tellement absorbé par ma déclaration que j'ai oublié la question que je voulais poser.

Le ministre n'admet-il pas qu'en fait, si 348 millions de dollars viennent s'ajouter au déficit commercial du Canada, l'ensemble de ce déficit, qui s'élève actuellement à quelque 2 milliards de dollars par année, augmentera?

M. Hockin: Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord. Lorsque le député posera encore une question, qu'il lise très attentivement le rapport de la conférence et les modifications qui ont été apportées au rapport original, compte tenu des exceptions que nous avons prévues.

Les touristes étrangers seront exemptés de la TPS sur le logement et sur les produits de consommation. Le Canada est le seul pays dont la TPS ne s'appliquera pas au logement.

* * *

[Français]

L'AIDE EXTÉRIEURE

L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel): Monsieur le Président, alors que nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous nous réjouissons du départ de M^{me} Aquino avec un engagement ferme du gouvernement canadien de lui assurer une aide de quelque 125 millions de dollars et du fait qu'elle ait pu déposer une gerbe de fleurs au Cénotaphe, nous nous demandons, au moment où nous nous apprêtons à accueillir ici, à Ottawa, M. Lech Walesa, si le gouvernement est prêt à faire autant pour la Pologne qu'il a bien voulu faire pour les Philippines, compte tenu du fait que des pays comme l'Allemagne et la France ont été beaucoup plus généreux jusqu'à maintenant que le gouvernement canadien envers la Pologne?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada a coopéré avec d'autres pays, et avec un intérêt profond, aux changements qui ont cours en Pologne ainsi qu'en Hongrie. Nous désirons contribuer de façon substantielle à ces réformes, et ce de façon financière, mais également en offrant l'aide et l'expertise canadiennes, afin d'encourager le développement dans cette partie du monde. Nous sommes en train de considérer d'autres moyens par lesquels le Canada pourra continuer à jouer un rôle important dans le développement des réformes en Pologne. Entre autres, nous tenons compte de l'existence ici, au Canada, de plusieurs citoyens canadiens d'origine polonaise qui possèdent une capacité extraordinaire de créer des liens étroits entre le Canada et la Pologne. C'est donc un moment très important dans l'histoire du monde.

[Traduction]

M. Ouellet: Monsieur le Président, je tiens à rappeler au ministre que les mots sont certes importants, mais que les actions le sont davantage.